

# « ON N'ABANDONNE PERSONNE »

La ministre des Sports **Roxana Maracineanu**, dans un débat avec **Jean-Luc Rougé** et **Yohann Diniz**, a voulu rassurer sur la nouvelle organisation du sport français.

RACHEL PRETTI  
et MARC VENTOUILLAC

Ils sont tous les trois des produits du système sportif français. Mais ce n'est pas (seulement) à ce titre que nous avons réuni dans le bureau de la ministre des Sports ces trois champions du monde que sont Roxana Maracineanu, Jean-Luc Rougé et Yohann Diniz pour débattre du modèle du sport français. La première,

membre du gouvernement, était la mieux à même de répondre aux questions. Le deuxième, président de la Fédération française de judo, est un fin connaisseur du haut niveau et plus qu'interrogatif vis-à-vis de la structure qui va être mise en place. Le troisième, toujours en activité, conjugue sport de haut niveau et fibre sociale. Ils ont débattu pendant une heure trente, mais c'est surtout Roxana Maracineanu qui a apporté des éclaircissements à ses interlocuteurs...

« Le modèle français est-il à bout de souffle ?

**Jean-Luc Rougé** : Je ne pense pas. En revanche, il faut se remettre en cause en permanence. Pour moi, le système des fédérations fonctionne bien. Les aides d'État étaient suffisantes, c'est pour cela que l'on essaie de se battre pour avoir à peu près les mêmes, voire plus. Mais quand on me dit qu'il faut 400 M€ pour la nouvelle Agence nationale du sport, je suis incapable de dire si c'est bon ou pas car je ne connais pas le projet. Au-delà des chiffres, ce qui est certain, c'est que nos cadres techniques nous sont enviés dans le monde entier. Ils sont excessivement importants, ce sont des ingénieurs du sport. Je suis pour un État fort. Je pense qu'il n'y a que l'État qui puisse décider de la politique sportive de la France. C'est quoi, la politique sportive ? C'est Cuba, où ils travaillent sur peu de personnes, et les autres on les oublie ? Ou les Espagnols, qui ne font que du sport professionnel, et les autres sont en train de grossir ?

**Yohann Diniz** : Je n'ai pas l'impression que le modèle soit à bout de souffle. Ça fonctionne et ça a toujours fonctionné, on a de bons résultats. En revanche, il faut que l'on arrive à être meilleurs dans l'après-haut niveau, car on n'est pas bons. Pour ce qui est des cadres techniques, je suis d'accord avec Jean-Luc : on en a besoin, pour leur expertise du haut niveau, mais aussi à la base. J'habite dans une ville de milieu rural où je suis dépité de voir que 80 % des gamins ne savent pas nager en 6<sup>e</sup>.

**Roxana Maracineanu** : Si j'ai accepté cette mission, c'est pour faire progresser le modèle. Avec toutes les rencontres que j'ai eues depuis un mois, je me suis rendu compte que tout le monde était d'accord pour dire qu'on pouvait avancer vers un nouveau modèle de gouvernance du sport. Dans la partie haut niveau, on est bons,

mais si je mets en rapport les moyens que l'on y met avec les fédérations et les collectivités et que l'on compare avec l'étranger au regard du nombre de médailles, je pense qu'on peut faire mieux. Notre modèle a vieilli. Le lien que l'on a avec les fédérations et les associations est essentiellement financier. Notre action se limitait souvent à leur donner de l'argent. Or, nous pouvons mieux accompagner les fédérations et leur développement, avec des objectifs communs. Elles seront plus efficaces si elles sont plus autonomes, comme le souhaite le président de la République. Je souhaiterais que le ministère des Sports ne soit pas un simple gérant des filières du sport, mais le placer du côté du pratiquant, de la personne qui a envie de faire du sport avec les fédérations et les clubs.

**Y. Diniz** : Il y a un problème dans les associations. On parle de santé, de handicap, d'intégration, on a formé des personnes avec des emplois aidés, mais maintenant elles ne sont plus aidées, il y a une masse salariale dans les associations qui commence à être lourde. Il y a beaucoup d'associations à qui on demande de faire beaucoup, intégration, handicap, santé... À Reims, je vois beaucoup de grands et de petits clubs qui se posent des questions et se demandent comment ils vont vivre le lendemain.

**R. Maracineanu** : C'est vrai, Yohann, il y a eu des emplois aidés dans le sport mais bien souvent les personnes que l'on a soutenues étaient des entraîneurs à mi-temps dans un club. On les a aidés pour arriver à leur proposer un plein temps alors qu'au départ, ces contrats étaient destinés à des personnes éloignées de l'emploi. Cependant, il faut le noter, les emplois soutenus par le CNDS (le Centre national pour le développement du sport) pour les clubs n'ont jamais été aussi importants. Concernant le budget, aujourd'hui, on est à 465 M€ avec les 15 M€ supplémentaires qui ont été obtenus lors du débat budgétaire (lire page 28). Grosso modo, une centaine de millions d'euros vont être affectés à la partie haute performance de l'agence. Une centaine d'autres millions seront utilisés par le ministère sur d'autres ac-

Jean-Luc Rougé, Roxana Maracineanu et Yohann Diniz ont été réunis par « L'Équipe » pour une table ronde.

## EN BREF

### JEAN-LUC ROUGÉ

69 ans.  
Président de la Fédération française de judo ; vice-président délégué du CNOSEF, en charge du haut niveau.  
Ex-judoka.

Champion du monde 1975 (-93 kg).

### ROXANA MARACINEANU

43 ans.  
Ministre des Sports (depuis le 4 septembre 2018).  
Ex-nageuse.

Championne du monde 1998 (200 m dos), championne d'Europe 1999 (200 m dos).

### YOHANN DINIZ

40 ans.  
Athlète (marche).

Champion du monde 2017, 3 fois champion d'Europe (2006, 2010, 2014).



Jean-Luc Rougé devient le premier Français champion du monde de judo, en 1975.

tions. Et le reste, environ 260 M€, sur la partie développement des pratiques. Les moyens à disposition des clubs et de la pratique pour tous, comme du haut niveau, ont été augmentés. Les fédérations ne sont plus ce que l'on imagine, des fédérations qui ont besoin d'être sous perfusion de l'État. Souvent, elles travaillent sur un autre modèle économique en lien avec des partenaires privés. L'État doit soutenir leur démarche de mutation. Mais l'idée reste que l'on n'abandonne personne, aucune fédération, aucun club.

**Est-ce que cette agence que vous allez créer va faire que le ministère se désengage ?**

**R. Maracineanu** : Au contraire. Le ministère veut faire confiance à ces fédérations

qu'elle a depuis longtemps soutenues. Concernant les CTS (conseillers techniques sportifs), par exemple, des modifications de leur mode de gestion sont nécessaires. Le nombre de CTS à disposition des fédérations doit être rééquilibré, mais avec l'assurance que personne ne va perdre son emploi et qu'elles vont rester sur les missions qu'elles auront choisies de faire. Ça va se discuter au cas par cas, sur la base de règles communes, avec les fédérations et les personnes en question pour voir ce qu'elles désirent faire. Le ministère va aussi continuer à jouer un rôle sur la partie développement des pratiques en lien avec l'agence puisque c'est le ministère qui va décider des orientations stratégiques avec ses partenaires du monde sportif.

« Le ministère veut faire confiance à ces fédérations qu'elle a depuis longtemps soutenues »

ROXANA MARACINEANU.

« C'est une bonne chose qu'on se renove et qu'on propose un projet innovant. J'espère juste qu'une fois l'agence créée on ne nous coupera pas l'herbe sous le pied d'ici trois ans »

YOHANN DINIZ